

## ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES

# Déjà 27 candidatures !

**Qui dit mieux ? La course à la présidentielle du 17 avril prochain semble susciter de l'«intérêt» pour bien des esprits en mal de «défoulement» en ces temps de disette politique sciemment créée et entretenue.**

**M. Kebci-Alger (Le Soir)** - On se croirait dans une fête foraine. Et pour cause, à peine trois jours après l'ouverture du bal présidentiel du 17 avril prochain, ils sont d'ores et déjà 27 candidats à avoir répondu à l'«appel» en retirant les fameux formulaires de souscription de signatures individuelle y afférents auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales.

Alors qu'ils n'étaient que de 15 jusqu'à avant-hier, dimanche, leur nombre a tout simplement doublé en seulement une journée pour atteindre, hier, les 27 postulants. C'est ce que le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a affirmé, hier, en marge d'une séance de questions orales au Conseil de la nation.

Une comptabilité qu'on ne manquera pas de manier à «satiété» au gré de son «gonflement» tant elle contraste mal

d'avec les appréhensions, les hésitations et les réserves de bien de chefs de parti à l'égard de ce scrutin, eux qui considèrent son contexte «fermé» et n'autorisent pas une participation au risque de cautionner une énième compétition dont le sort est scellé d'avance.

Car exception faite de quelques-uns d'entre eux, à l'image des ex-chefs de gouvernement Ali Benflis et Ahmed Benbitour, et à un degré moindre Sofiane Djilali et Moussa Touati, pour le reste, le gros de ces candidats, c'est quasiment le néant tant ces postulants, au-delà qu'ils pêchent par l'absence de tout parcours militant, se présentent avec le sérieux handicap de ne disposer d'aucune arrière-garde partisane à même de porter leur projet et leur candidature.

S'il est vrai que la procédure de manifestation de la candidatu-



re est tout ce qu'il y a de simple et de banal, il est à se demander quant à cette inflation enregistrée à chaque pareille échéance électorale de toute première importance comme c'est, du reste, le

cas lors des autres consultations électorales législatives et locales. Se pose, alors, inévitablement, l'aspect éthique, visiblement absent chez bon nombre de personnes pour qui cette élection est

du «sérieux», pas à la portée de n'importe qui et surtout pas du parvenu que sont la majorité de ces candidats déjà déclarés et ceux à venir dans les prochains jours.

Et tout ce beau monde ne passera pas, à coup sûr, l'écueil que constitue l'article 139 du code électoral de janvier 2012 qui exige de ces candidats une liste comportant au moins 600 signatures individuelles de membres élus d'Assemblées populaires communales, de wilayas ou parlementaires réparties au moins à travers vingt-cinq (25) wilayas ou, à défaut, la collecte de 60 000 signatures individuelles d'électeurs recueillies à travers au moins vingt-cinq (25) wilayas.

Seuls les gros «morceaux» passeront ce filet, les autres, ces candidatures de «complaisance», seront alors recalées pour, certaines d'entre elles, se manifester de nouveau en 2019 et bien après, pour ceux qui auront, d'ici là, la vie longue.

M. K.

## LES DÉCRETS ONT ÉTÉ PUBLIÉS AU JOURNAL OFFICIEL

# La présidentielle par les textes

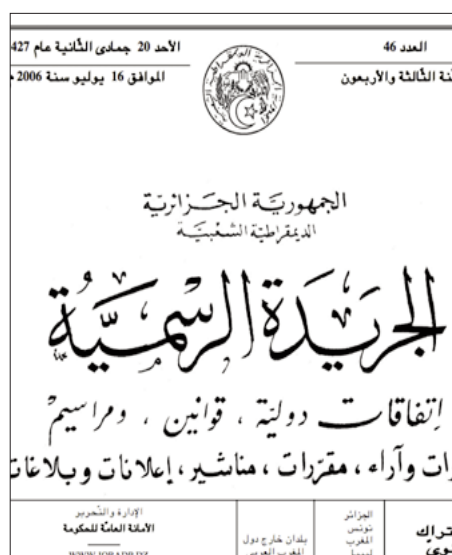
**Quatre textes réglementaires consacrés à l'organisation de l'élection présidentielle du 17 avril 2014 ont été publiés au Journal Officiel. La seconde édition du JO comporte, notamment, le décret présidentiel portant convocation du corps électoral ainsi que celui portant nomination des magistrats membres de la Commission nationale de supervision des élections présidentielles.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - L'administration dispose, depuis samedi, des textes réglementaires nécessaires à l'organisation de l'élection présidentielle du jeudi 17 avril 2014. Au nombre de quatre, ils ont été publiés au Journal Officiel n°2. Le texte de référence est bien entendu le décret présidentiel n° 14-08 portant

«convocation du corps électoral en vue de l'élection du président de la République». Le fameux décret pris par Abdelaziz Bouteflika à son retour du «contrôle routinier» effectué à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce de Paris.

Ce JO comporte également le décret exécutif «déterminant les formalités de souscription et de légalisation de signatures individuelles pour les candidats à l'élection».

Ce texte renvoie à un arrêté du ministre de l'Intérieur qui fixe les caractéristiques techniques du formulaire de souscription de signatures. Ainsi, l'administration a élaboré des documents de deux couleurs différentes : bleue pour les signatures individuelles des membres élus des Assemblées communales, de wilaya ou du Parlement et jaune pour les signatures individuelles d'électeurs inscrits sur la liste électorale. Autre texte important, celui



consacré à la nomination des 362 magistrats membres de la Commission nationale de supervision. Créée à la faveur du code

électoral de 2012, cette commission a pour missions de constater et d'apprécier : «Tout dépassement touchant à la crédibilité et à la transparence de l'opération électorale ; toute violation des dispositions de la présente loi organique et les questions qui lui sont transmises par la Commission nationale de surveillance des élections.» Notons par ailleurs que le Premier ministre a procédé, hier, à l'installation de la Commission nationale de préparation des élections présidentielles.

«La Commission nationale de préparation des élections présidentielles, qui est présidée par le Premier ministre, a pour mission de veiller à la réunion de l'ensemble des conditions matérielles et humaines en vue du bon déroulement et la réussite de cette importante échéance électorale», précise une dépêche de l'APS.

T. H.

## PROCÈS DU TERRORISTE DROUDKEL ET SES 19 ACOLYTES

# Un énième report !

**Une fois de plus, le procès du terroriste Abdelmalek Droudkel et ses 19 acolytes a été reporté pour la prochaine session par la Chambre criminelle d'Alger. Motif : absence des avocats des trois prévenus actuellement entre les mains de la justice.**

**Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir)** - Le chef de l'organisation terroriste d'Al Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), Abdelmalek Droudkel, et ses 19 acolytes, impliqués dans des assassinats et rapt avec demandes de rançons sont toujours pas jugés.

La Chambre criminelle d'Alger qui a déjà eu à condamner par contumace ce chef terroriste toujours en fuite, sur d'autres affaires similaires, n'a toujours pas statué sur le cas de ses acolytes dont trois ont été arrêtés par les services de sécurité et remis à la jus-

tice. A chaque fois, c'est le même motif qui revient, à savoir l'absence des avocats des trois prévenus qui, eux, sont pourtant présents à l'audience.

Il s'agit, en effet, de M'hamed Cherik, chef de «katibet Ennour» activant à Boumerdès, ainsi que Oualid Khaled et Othmane Touati, qui ont participé à plusieurs attentats terroristes ayant causé la mort de plusieurs soldats parmi les rangs de l'Armée nationale populaire (ANP) et de la Gendarmerie nationale dans la région de Tizi-Ouzou et Boumerdès.

Il est également à signaler que Abdelmoumen Rachid, membre actif d'Aqmi, et qui a participé à collecter des fonds pour l'achat d'explosifs utilisés dans l'attentat ayant ciblé le siège du secteur



militaire de Bouira ainsi qu'un hôtel dans la même région, fait partie des vingt terroristes concernés par le procès.

La prochaine session criminal-

le sera probablement programmée au courant du mois de mars prochain, affirment des sources judiciaires.

M. M.

## ERRATUM

Une erreur technique nous a fait publier, en page 6 de notre édition du 16 janvier 2014, la photo du professeur Abdelkader Abdelaoui, de l'Université de Paris Est Créteil (France), à la place de celle de son homologue, M. Abdelaoui Abdelkader, dirigeant du parti TAJ.

Nos excuses aux deux concernés et à nos lecteurs.